



**PRÉFET
DE L'AUDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du
Logement**

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales
320 chemin de Maquens
ZI la Bouriette – CS 70069
CEDEX 09
11807 CARCASSONNE
uid-11-66.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

Carcassonne, le 14 août 2025

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/07/2025

Contexte et constats

publié sur **GÉORISQUES**

SARL AUDE AGREGATS

Au Château de la Caunette

11600 Lastours

Références : UID 11/66-C3-2025-357

Code AIOT : 0006600174

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/07/2025 dans l'établissement SARL AUDE AGREGATS implanté Au Château de la Caunette 11600 Lastours.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ☐ SARL AUDE AGREGATS
- ☐ Au Château de la Caunette 11600 Lastours
- ☐ Code AIOT : 0006600174 Installation : Avec Titre Sans Titre
- ☐ Régime : A
- ☐ Statut Seveso : NON SEVESO
- ☐ IED : Non IED

L'exploitation de cette carrière de calcaire a été autorisée par l'arrêté préfectoral n°2019-038 du 1er août 2019 pour une durée de 22 ans.

D'une superficie totale de 225 300m² dont 81 300 pour sa zone exploitée, elle est autorisée pour un tonnage annuel max de 450 000 tonnes. Elle abrite une installation de traitement et une station de transit relevant du régime enregistrement.

Thèmes de l'inspection : AR - 1

2) Constats :

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- ☐ le nom donné au point de contrôle;
- ☐ la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- ☐ si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- ☐ la prescription contrôlée ;
- ☐ la prescription contrôlée ;
- ☐ à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- ☐ « Faits sans suite administrative »;
- ☐ « Faits avec suite administrative » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- ☐ « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la	Proposition de délais
----	-------------------	-------------------------	--	-----------------------

			présente inspection (1)	
1	PC1 Signature chimique du gisement	Arrêté Préfectoral du 01/08/2019, article 1.1.1.1	Mise en demeure, respect de prescription	3 Mois
2	PC2 Prélèvements et consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 01/08/2019, article 3.1	Demande d'action corrective	3 Mois
3	Plan de Gestion des Déchets (PGD)	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	Demande d'action corrective	3 Mois
4	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.III	Demande d'action corrective	1 Mois
5	Eaux rejetées (eaux d'exhaure, eaux pluviales et eaux de nettoyage)	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.2.3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 Mois
6	Plan de surveillance des retombés de poussières – objectifs	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7	Demande de justificatif à l'exploitant	2 Mois
7	Déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 21	Mise en demeure, respect de prescription	3 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale


2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats :

La visite d'inspection met en évidence la nécessité:

- de mettre en œuvre une caractérisation adaptée de la signature chimique des matériaux commercialisés et l'actualisation de l'étude géochimique du gisement;
- d'améliorer la gestion des eaux pour justifier d'une sobriété hydrique;
- de compléter/actualiser le plan de gestion des déchets avec une caractérisation chimique des déchets et l'emprise effective des zones de stockage;
- de placer la cuve d'AD blue sur une capacité de rétention;
- de justifier d'une maintenance adaptée pour le débourbeur/déshuileur;
- de caractériser la signature chimique des poussières;
- d'améliorer la gestion des déchets via un tri sélectif par catégorie avec des bennes dédiées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : PC1 Signature chimique du gisement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/08/2019, article 1.1.1.1		
Thème(s) : Risques chroniques Exploitation		
Prescription contrôlée : L'exploitant devra réaliser sous un délai de 12 mois à compter de la notification du présent arrêté une expertise géochimique représentative du gisement de la carrière. Il adaptera les conditions de gestion et de commercialisation des matériaux en fonction des conclusions de cette étude. Il pourra pour cela s'appuyer sur une étude sanitaire		
Constats : Le bureau d'étude GEO ENVIRONNEMENT a produit une étude géologique et chimique du gisement datée de septembre 2020. En référence à cette étude, l'exploitant a établi un plan de commercialisation des matériaux extraits en distinguant pour la substance plomb (seuil 100ppm) les usages, compatible ou incompatible avec un usage sensible selon ses critères. Ce plan de mars 2021 prévoit une mise à jour de l'étude géochimique tous les 3 ans. L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter à l'inspection des installations classées des mesures opposables pour définir la concentration en plomb des matériaux commercialisés, et la mise à jour de l'étude géochimique avec pour échéance mars 2024.		
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit mettre en œuvre une démarche de contrôle appropriée pour quantifier la teneur en plomb des matériaux commercialisés dans le respect de la sensibilité des usages et justifier d'une étude géochimique du gisement actualisée.		
Respect de la prescription : 		
Type de suites proposées : Avec suites		
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription		
Proposition de délais : 3 Mois		

N° 2 : PC2 Prélèvements et consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/08/2019, article 3.1

Thème(s) : Risques chroniques Exploitation

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit rechercher par tous les moyens possibles à limiter sa consommation d'eau au strict nécessaire pour le bon fonctionnement des installations.

Constats :

L'inspection des installations classées a constaté pour partie au niveau de l'installation de traitement l'absence de recyclage des eaux du process.

Même si le volume d'eau annuel prélevé dans le milieu naturel est inférieur à 10 000 m³ selon son suivi, cela ne dispense pas l'exploitant de mettre en œuvre tous les moyens possibles pour limiter sa consommation d'eau.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il appartient à l'exploitant de justifier la sobriété hydrique de son activité en améliorant l'efficacité du recyclage des eaux de son installation de traitement.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 Mois

N° 3 : Plan de Gestion des Déchets (PGD)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis

Thème(s) : Risques chroniques Plan de Gestion des Déchets (PGD)

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux.

Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :

- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;
- le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;
- la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;
- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;
- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;
- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;
- les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;
- en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;
- une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ;
- les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction.

Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.

NOTA :

Conformément à l'article 9 de l'arrêté du 24 avril 2017 pour les installations autorisées antérieurement à la date de publication dudit arrêté, ces dispositions entrent en vigueur au 1er juillet 2018.


Constats :

L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées le plan de gestion des déchets (PGD) de la carrière. Il a été actualisé en 2024.

Ce plan ne comprend pas une caractérisation chimique des déchets et l'implantation de leurs stockages n'est pas cohérente avec les emprises observées in situ par l'inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans le respect de la prescription contrôlée, il appartient à l'exploitant de compléter/modifier son PGD, avec une caractérisation chimique des déchets et une actualisation de l'emprise des zones de stockages.

Respect de la prescription :	
Type de suites proposées :	Avec suites
Proposition de suites :	Demande d'action corrective
Proposition de délais :	3 Mois

N° 4 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.1II

Thème(s) : Risques chroniques Prévention des pollutions accidentelles

Prescription contrôlée :

18.1. Prévention des pollutions accidentelles :

II. - Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

100 % de la capacité du plus grand réservoir ;

50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1 000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1 000 litres.

Constats :

La majorité des liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols sont stockés sur des capacités de rétention.

Cependant, la cuve d'AD Blue à simple paroi ne bénéficie pas d'un stockage sur une capacité de rétention.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il appartient à l'exploitant de stocker sa cuve d'AD Blue sur une capacité de rétention.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 Mois

N° 5 : Eaux rejetées (eaux d'exhaure, eaux pluviales et eaux de nettoyage)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.2.3

Thème(s) : Risques chroniques Eaux rejetées (eaux d'exhaure, eaux pluviales et eaux de nettoyage)

Prescription contrôlée :

18.2.3. Eaux rejetées (eaux d'exhaure, eaux pluviales et eaux de nettoyage) :

I. - Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes :

- le pH est compris entre 5,5 et 8,5 ;
- la température est inférieure à 30 °C ;
- les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l (norme NF T 90 105) ;
- la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (D.C.O.) a une concentration inférieure à 125 mg/l (norme NF T 90 101) ;
- les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10 mg/l (norme NF T 90 114).

Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur vingt-quatre heures ; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.

Ces valeurs doivent être compatibles avec les objectifs de qualité du milieu récepteur, les orientations du schéma d'aménagement et de gestion des eaux et la vocation piscicole du milieu. Elles sont, le cas échéant, rendues plus contraignantes.

L'arrêté d'autorisation peut, selon la nature des terrains exploités, imposer des valeurs limites sur d'autres paramètres.

La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l.

II. - Le ou les émissaires sont équipés d'un canal de mesure du débit et d'un dispositif de prélèvement.

III. - L'arrêté d'autorisation précise le milieu dans lequel le rejet est autorisé ainsi que les conditions de rejet. Lorsque le rejet s'effectue dans un cours d'eau, il précise le nom du cours d'eau, ainsi que le point kilométrique du rejet.

Il fixe la fréquence des mesures du débit et des paramètres à analyser.

Constats :

L'exploitant a informé l'inspection des installations classées de la mise en service d'un débourbeur/déshuileur.

Il a produit à cet effet une analyse des eaux en sa sortie prélevée le 19 juin 2025.

Cette analyse respecte les seuils mentionnés dans la prescription contrôlée.

Cependant, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de la fréquence de maintenance nécessaire pour garantir le respect de ces seuils.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Au regard de la mise en service récente du débourbeur/déshuileur, il appartient à l'exploitant de définir une fréquence adaptée pour sa maintenance, les analyses d'eau en sa sortie devant être préalables à ladite maintenance.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 Mois

N° 6 : Plan de surveillance des retombés de poussières – objectifs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7

Thème(s) : Risques chroniques Plan de surveillance des retombés de poussières – objectifs

Prescription contrôlée :

19.7. - Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Le respect de la norme NF X 43-014 (2017) dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences réglementaires mentionnées au paragraphe 19.3 du présent arrêté.

Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m²/jour.

L'objectif à atteindre est de 500 mg/m²/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance.

En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.

Constats :

La carrière étant exploitée hors eau avec une production annuelle supérieure à 150 000 tonnes, elle fait l'objet d'une surveillance environnementale notamment pour les retombées poussières.

Les modalités de cette surveillance sont précisées dans les articles 19.5 à 19.9 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Au regard de la signature chimique particulière du gisement, il appartient à l'exploitant de caractériser cette signature à l'occasion de la prochaine campagne de mesures prévue en août, pour les substances plomb, arsenic, cadmium, zinc et cuivre.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 Mois

N° 7 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 21

Thème(s) : Risques chroniques Déchets

Prescription contrôlée :

Toutes dispositions sont prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles. Les diverses catégories de déchets sont collectées séparément puis valorisées ou éliminées vers des installations dûment autorisées.

Constats :

L'inspection des installations classées a constaté de nombreux manquements dans le tri des déchets. La carrière ne dispose pas d'un nombre de bennes suffisant pour faire un tri sélectif. Il en résulte un mélange entre les déchets inertes et les non inertes non dangereux. Plus grave, il a été observé la présence d'un réfrigérateur dans la benne réservée aux métaux.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans le respect de la prescription contrôlée, il appartient à l'exploitant de collecter séparément les diverses catégories de déchets et de justifier de leur valorisation ou élimination.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 Mois